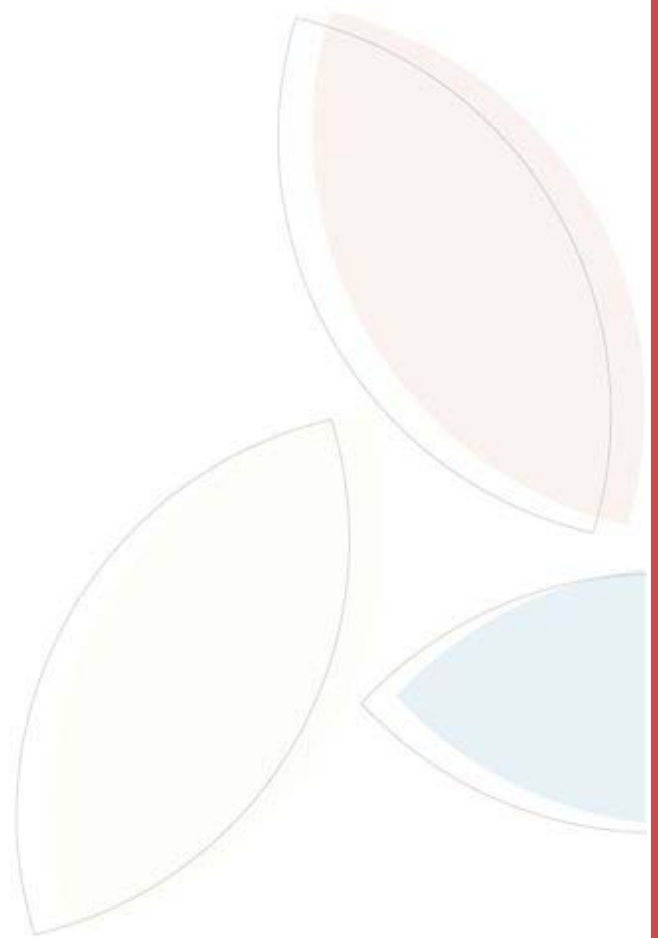


2010



**COPAS**

**RAPPORT D'ACTIVITE**

*Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins – COPAS – association sans but lucratif*  
*Siège social : 4, rue Jos Felten L-1508 Howald*  
*Numéro registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg : F1437*

*(Date d'édition : mars 2011)*

## Sommaire :

### Introduction

#### 1. Membres de la COPAS

#### 2. Objet de la COPAS

#### 3. Mission statement de la COPAS

#### 4. Organes de la COPAS

*Le Conseil d'administration*

*Le Bureau exécutif*

#### 5. La cellule administrative

*Les permanents*

*Les bureaux*

*Les frais de fonctionnement*

#### 6. Représentant-e-s COPAS au sein d'organes externes

#### 7. Faits marquants de l'année 2010

*Le déménagement et inauguration des nouveaux locaux de la COPAS*

*La réorganisation et le fonctionnement de la COPAS*

#### 8. Principales activités de la COPAS en 2010

##### 8.1 Les travaux et réflexions relatives aux politiques d'aides et de soins et d'accompagnement des usagers

*Les travaux de la commission qualité des prestations de l'assurance dépendance et ses groupes de travail*

*Les travaux relatifs à la mise en œuvre des soins palliatifs*

*L'échec de la médiation de la lettre-clé infirmier 2009-2010*

*La nomenclature des actes infirmiers et l'introduction d'une participation aux frais des usagers*

*La commission des normes*

*Le bilan du contrat d'agrément-type AMMD/COPAS*

*Le nouveau guide des actes de l'assurance dépendance*

*Le groupe de travail formulaire d'admission unique*

*Le groupe de travail Migrants âgés*

*Le groupe de travail Portail Sénior*

*Les travaux relatifs à la préparation d'un plan canicule 2010*

*La participation de la COPAS aux études et campagnes initiées par le Ministère de la Santé*

*La plate-forme handicap*

*Le groupe de travail Réforme de l'assurance maladie*

*Les réflexions sur la future réforme de l'assurance dépendance*

##### 8.2 Les travaux, analyses et modélisations financières pour le secteur

*L'étude PWC et la question des tâches domestiques*

*Le recensement en vue de l'établissement des valeurs monétaires*

*Les négociations et la détermination des valeurs monétaires 2011*

*Le modèle de financement ASP pour le secteur handicap*

*Le déficit structurel chronique des centres semi-stationnaires*

*L'analyse financière individuelle des membres*

### **8.3 Les travaux relatifs aux conventions collectives de travail**

*Les négociations CCTSAS*

*La participation à la commission UFOCOR*

### **8.4 Les réflexions relatives aux formations pour le secteur**

### **8.5 La communication**

*La publication de trois COPASNews au cours de l'année 2010*

*L'alimentation du site internet*

### **8.6 Divers**

*La participation de la COPAS à différentes autres activités au cours de l'année 2010*

*L'accueil d'un stagiaire du Neie Lycée*

## Introduction

La Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins<sup>1</sup> – COPAS – asbl a été constituée le 6 juin 1997, conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, par les membres fondateurs suivants :

- la Fondation A.P.E.M.H.
- l'asbl Association des aveugles
- l'asbl Association Luxembourg Alzheimer
- l'asbl Association des prestataires d'inspiration chrétienne actifs dans le domaine des aides et des soins
- la Croix-Rouge luxembourgeoise
- l'asbl Ententes des gestionnaires d'institutions pour personnes âgées
- la Fondation Stëftung Mathëllef
- l'asbl Entente des hôpitaux luxembourgeois
- l'asbl Fédération luxembourgeoise des services techniques pour le handicap
- la Fondation Ligue HMC
- la Fondation Kraïzbierg
- la Fondation J.P. Pescatore
- l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie asbl

Les statuts arrêtés lors de l'Assemblée constituante ont été déposés au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 27 août 1997 et publiés au Mémorial C – N°647, page 31012 du 20 novembre 1997.

Une première modification des statuts a été opérée par l'Assemblée générale du 7 mai 1998. Les modifications ont été déposées au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 17 août 1998 et publiées au Mémorial C – N°771, page 36999 du 23 octobre 1998.

Une deuxième modification des statuts a été opérée par l'Assemblée générale du 18 novembre 2005. Les modifications ont été déposées au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 9 mars 2006 et publiées au Mémorial C – N°1024, page 49108 du 26 mai 2006. Une version coordonnée des statuts a été déposée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Le règlement d'ordre interne de la Confédération a été approuvé lors de l'Assemblée générale du 31 mars 1999. Une première modification du règlement d'ordre interne a été opérée par l'Assemblée générale du 20 mars 2003. Une deuxième modification du règlement d'ordre interne a été opérée par l'Assemblée générale du 18 novembre 2005.

---

<sup>1</sup> Avant les modifications statutaires du 18 novembre 2005, la confédération se dénommait « Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes »

## 1. Membres de la COPAS

Quatre nouvelles adhésions à la COPAS ont eu lieu lors de l'Assemblée générale 2010.

Ainsi, au 31 décembre 2010, la COPAS comptait les vingt-deux membres suivants\* :

- A.P.E.M.H. asbl, membre fondateur,
- Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung, membre fondateur,
- Association Luxembourg Alzheimer asbl, membre fondateur,
- PASC, Association des prestataires d'inspiration chrétienne actifs dans le domaine des aides et des soins asbl, membre fondateur,
- Croix-Rouge luxembourgeoise, membre fondateur,
- Entente des gestionnaires des institutions pour personnes âgées asbl, membre fondateur,
- Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie asbl, membre fondateur,
- Entente des hôpitaux luxembourgeois asbl, membre fondateur,
- Fondation Ligue HMC, membre fondateur,
- Fondation Kraïzbierg, membre fondateur,
- Fondation J.-P. Pescatore, membre fondateur,
- Asbl Seniors – Secteur communal, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 7 mars 1998,
- RIAD, Réseau indépendant d'aide aux personnes dépendantes asbl, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 31 mars 1999,
- HELP asbl, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 31 mars 1999,
- Novelia senior services S.A., admission définitive lors de l'Assemblée générale du 30 mars 2000,
- Solucare S.A., admission définitive lors de l'Assemblée générale du 30 mars 2000,
- Elysis asbl, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 31 mars 2006,
- Monplaisir assistance et soins sàrl, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 20 mars 2008,
- Omega 90 asbl, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 29 avril 2010,
- Fondation « Les Parcs du troisième âge », admission définitive lors de l'Assemblée générale du 29 avril 2010,
- Les Hospices civils de la Ville de Luxembourg, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 29 avril 2010,
- ZithaSenior SA, admission définitive lors de l'Assemblée générale du 29 avril 2010.

*\* A noter que par courrier du 23 novembre 2010, la Résidence pour personnes âgées « An de Wisen » a demandé l'adhésion directe à la COPAS. Cette adhésion a été provisoirement acceptée par le Conseil d'administration de la COPAS lors de sa réunion du 26 novembre 2010.*

## **2. Objet de la COPAS**

Selon l'article 3 de ses statuts, *la COPAS a pour objet de défendre les intérêts communs légaux, sociaux et économiques de ses membres.*

## **3. Mission statement de la COPAS**

Mission Statement de la COPAS approuvé lors du Conseil d'administration du 9 novembre 2007 :

*La COPAS représente les prestataires qui offrent des services aux personnes âgées, malades ou handicapées, que ce soit à domicile ou en institution, ceci dans le but d'améliorer la qualité de leur vie quotidienne.*

*Elle supporte activement les intérêts collectifs et individuels de ses membres envers les instances publiques, les syndicats, le monde politique, le grand public et la presse. Elle offre à ses membres une plateforme d'échange et de collaboration qui leur permet de progresser au niveau de leurs prestations et de la gestion responsable de leurs ressources. Elle mène ses démarches de façon constructive, transparente et objective.*

*Elle est indépendante de tout courant politique, syndical et religieux. Son action s'inspire des valeurs de la justice sociale, de la solidarité, des droits de l'homme, ainsi que des principes régissant le service public.*

## 4. Organes de la COPAS

### Le Conseil d'administration

Conformément à l'article 21 de ses statuts, *la Confédération est administrée par un Conseil d'administration composé d'au moins neuf administrateurs et au maximum de vingt-cinq administrateurs à nommer par l'Assemblée générale.* L'article 22 des statuts précise que *ne peuvent être nommées administrateur que des personnes physiques sur proposition des membres.*

Lors de la réunion du Conseil d'administration du 29 janvier 2010 et compte tenu de diverses démissions du Conseil d'administration et des divers changements ayant trait aux membres, le Conseil d'administration a décidé de se reconstituer prématurément, c'est-à-dire lors de l'Assemblée générale 2010.

Jusqu'au 29 avril 2010, le Conseil d'administration de la COPAS était le suivant :

	Administrateurs
Association des prestataires d'inspiration chrétienne actifs dans le domaine des aides et soins asbl (PASC)	Robert Theissen Fabienne Steffen Pierrette Biver Jeannot Ewald Christophe Lesuisse Romain Mauer Nathalie Wagner
Entente des hôpitaux luxembourgeois (EHL)	Christian Erang Arnaud Servais Normi Barnig
HELP asbl	Michel Simonis Jean-Marie Mangel José Luxen
Asbl Seniors – Secteur communal	Jean Bohler Nicole Spielmann Marcello Loguercio Franz Thoma Alain Dichter Bernard Braun
Réseau indépendant d'aide aux personnes dépendantes asbl (RIAD)	Edmée Cathrein
Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung	Guy Muller
Novelia senior services S.A.	Agnès Coudurier
Solucare S.A.	Anne Maas
Association Luxembourg Alzheimer asbl	Carine Federspiel





Conformément aux décisions prises lors de l'Assemblée générale du 29 avril 2010, le nombre de membres du Conseil d'administration est resté à vingt-cinq personnes. Ainsi, la composition du Conseil d'administration, suite à l'Assemblée générale ordinaire du 29 avril 2010, était la suivante :

<b>Membre</b>	<b>Administrateurs</b>
Association des prestataires d'inspiration chrétienne actifs dans le domaine des aides et soins asbl (PASC)	Robert Theissen Pierrette Biver Fabienne Steffen Romain Mauer Jeannot Ewald Christophe Lesuisse Nathalie Wagner Paul Wagener Claude Erpelding
Résidence Monplaisir Monplaisir Assistance et Soins sàrl	Christian Erang Normi Barnig Carine Federspiel Josée Thill Evelyne Guillot
Asbl Seniors – Secteur communal	Alain Dichter Nicole Spielmann Franz Thoma Jean Bohler Bernard Braun
HELP asbl	Michel Simonis Jean-Marie Mangan José Luxen
Les Hospices civils de la Ville de Luxembourg	Patricia Helbach
Réseau indépendant d'aide aux personnes dépendantes asbl (RIAD)	Edmée Cathrein
Entente des Hôpitaux Luxembourgeois	Arnaud Servais

Suite à une décision lors du Conseil d'Administration du 30 avril 2010, le statut d'invité permanent créé en 2009, a disparu.

A la suite de l'Assemblée générale du 29 avril 2010 et conformément à l'article 24 des statuts, le Conseil d'administration du 30 avril 2010 a procédé aux nominations aux fonctions statutaires suivantes :

Président : Michel Simonis  
Vice-Présidente : Carine Federspiel  
Secrétaire : Pierrette Biver  
Trésorier : Romain Mauer

Pendant l'année 2010, le Conseil d'administration s'est réuni à 11 reprises (dont deux réunions consacrées à diverses réflexions) et en moyenne 22 administrateurs étaient présents ou représentés.

A chaque réunion, le quorum était atteint et le Conseil d'administration a donc pu délibérer valablement.

## Le Bureau exécutif

Selon l'article 26 des statuts, *la gestion courante de la Confédération peut être assurée par un Bureau exécutif auquel le Conseil d'administration délègue les pouvoirs nécessaires à la gestion courante qui sont fixés par le règlement d'ordre interne. Le Bureau exécutif comprend au moins le Président, le Secrétaire et le Trésorier.*

Le règlement d'ordre interne, approuvé par l'Assemblée générale du 31 mars 1999 et modifié une première fois par l'Assemblée générale du 20 mars 2003 et une deuxième fois par l'Assemblée générale du 18 novembre 2005, précise la composition du Bureau exécutif : *Le Bureau exécutif se compose du Président, du Vice-président, du Secrétaire et du Trésorier ainsi que d'autres membres du Conseil d'administration, sans que toutefois le nombre des membres du Bureau exécutif dépasse le tiers du nombre des membres du Conseil d'administration. Sa composition tient compte de la diversité des membres de la Confédération. Le coordinateur général assiste aux réunions du Bureau exécutif.*

Jusqu'au 30 avril 2010, le Bureau exécutif de la COPAS était le suivant :

Michel Simonis  
Carine Federspiel  
Pierrette Biver\*  
Romain Mauer  
Tom Bellion  
Christian Erang  
Christophe Lesuisse  
Alain Dichter

*\*Pierrette Biver ayant été nommée secrétaire lors de la réunion du Conseil d'administration du 29 janvier 2010, en remplacement de Gérard Albers suite à sa démission*

Depuis le 30 avril 2010, date de la nomination par le Conseil d'administration à la suite de l'assemblée générale du 29 avril 2010, la composition du Bureau exécutif est la suivante :

Michel Simonis  
Carine Federspiel  
Pierrette Biver  
Romain Mauer  
Christian Erang  
Christophe Lesuisse  
Alain Dichter

Dans le courant de l'année 2010, le Bureau exécutif s'est réuni à 13 reprises. En moyenne, 6 personnes étaient présentes.

## 5. Cellule administrative

### Les permanents

La Confédération emploie le personnel suivant :

**Evandro Cimetta**, coordinateur général, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2002, à durée indéterminée et à temps plein.

**Stéphanie Heintz**, secrétaire-comptable, depuis le 2 mai 2001, à durée indéterminée et à temps partiel (32 heures par semaine).

**Claudine Koster**, chargée d'études - soins, depuis le 12 septembre 2005, à durée indéterminée et à temps partiel (20 heures par semaine). Claudine Koster a réintégré l'équipe le 18 juin 2010 après un congé maternité suivi d'un congé parental.

**Aline Mahout**, chargée d'études – qualité, recherche & développement, depuis le 4 juin 2007, à durée indéterminée et à temps plein.

**Carla Jorge Matias**, assistante chargée d'études - finances, depuis le 7 janvier 2008, à durée indéterminée et à temps plein.

**Sylvain Bousser**, assistant chargée d'études – finances, depuis le 23 juillet 2010, à durée indéterminée et à temps plein.

**Catherine Mannard**, chargée d'études - finances, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004, a démissionné de la COPAS avec effet au 28 février 2010.

Compte tenu du départ de Catherine Mannard, du retour en juin de Claudine Koster et du recrutement de Sylvain Bousser en juillet, le staff de la COPAS a donc effectivement représenté 4,6 équivalents temps plein (ETP) en moyenne en 2010.

### Les bureaux

En 2010, la COPAS a déménagé ses bureaux de la COPAS au 4 rue Jos Felten à Howald (depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010).

### Les frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement de la COPAS sont assurés par un budget arrêté par l'Assemblée générale, qui est pris en charge par les membres dans la même proportion que chaque membre détient de voix aux Assemblées générales.

Pour 2010, le budget arrêté par l'Assemblée générale ordinaire du 29 avril 2010 pour couvrir les frais de fonctionnement de la COPAS a été fixé à EUR 625.900.- soit une diminution de 5,28 % par rapport au budget autorisé de l'année 2009.

## 6. Représentant-e-s COPAS au sein d'organes externes

<i>Organes</i>	<i>Représentant-e-s COPAS</i>
Commission consultative de l'assurance dépendance (article 387 du CAS)	Carine Federspiel et Christophe Lesuisse (membres effectifs) Michel Simonis et Jeannot Ewald (membres suppléants) Edmée Cathrein (représentant le secteur handicap) Evandro Cimetta (représentant la cellule administrative)
Commission qualité des prestations de l'assurance dépendance (article 387bis du CAS)	Carine Federspiel et Aline Mahout (membres effectifs) Christophe Lesuisse et Paul Wagener (membres suppléants)
Commission des normes (article 9bis convention-cadre CNS/COPAS)	Représentant-e-s des institutions en fonction des thèmes abordés + Evandro Cimetta, Aline Mahout (représentant-e-s de la cellule administrative)
Commission de surveillance (article 72 du CAS)	Jeannot Ewald (membre effectif) Jean-Claude Leners (membre suppléant)
Commission de surveillance (article 72 et 393bis du CAS)	Michel Simonis et Carine Federspiel (membres effectifs) Aline Mahout et Evandro Cimetta (membres suppléants)
Conseil arbitral des assurances sociales (pour les litiges visés aux articles 72bis et 73 du CAS)	Michel Simonis, Carine Federspiel, Evandro Cimetta
Délégation de négociation pour la détermination des valeurs monétaires 2011	Christian Erang, Fabienne Steffen, Anouck Van der Zande, Nathalie Wagner, Alain Dichter, Carla Jorge et Evandro Cimetta
Représentant-e-s de la COPAS devant le CSAS pour la détermination de la lettre-clé des actes infirmiers 2010 – 2011	Fabienne Steffen, Anouck Van der Zande, Evandro Cimetta
Commission paritaire ASFT (article 12b de la loi dite ASFT)	A nommer (membre effectif) Evandro Cimetta (membre suppléant)
Comité de concertation – personnes âgées (article 16 de la loi dite ASFT)	Carine Federspiel (membre effectif) Evandro Cimetta (membre suppléant)
Comité de concertation – personnes handicapées (article 16 de la loi dite ASFT)	Evandro Cimetta (membre effectif) Carine Federspiel (membre suppléant)
Plate-forme handicap	Aline Mahout, Evandro Cimetta
Conseil supérieur des personnes âgées	Evandro Cimetta
Comité de suivi Etude PwC	Alain Dichter, Christian Erang, Nicole Spielmann, Evandro Cimetta
Etude PwC « Arbeitsgruppen: Kontenrahmen, KTR, Leistungserhebung, TD »	Différents membres représentatifs du secteur + Evandro Cimetta, Carla Jorge, Sylvain Bousser, Claudine Koster
Comité de pilotage « Portail santé »	Evandro Cimetta
Comité national pour l'e-Santé	Aline Mahout

Office national de conciliation	Nomination au cas par cas
Commission paritaire CCT SAS (article 4 de la CCT SAS)	Evandro Cimetta
Comité de pilotage CCT SAS	Michel Simonis, Fabienne Steffen, Alain Dichter, Christophe Lesuisse, Jean Fritsch et Evandro Cimetta
Délégation de négociation CCT SAS	Michel Simonis et Evandro Cimetta
Commission UFOCOR	Aline Mahout
Commission nationale pour les programmes de l'enseignement secondaire technique, section professions de santé	Aline Mahout (délégué effectif) Evandro Cimetta (délégué suppléant)
Commission de la formation aux fonctions d'ASF	Nicole Spielmann Aline Mahout
Plan gouvernemental « Maladies démentiellles » - Comité de pilotage	Carine Federspiel

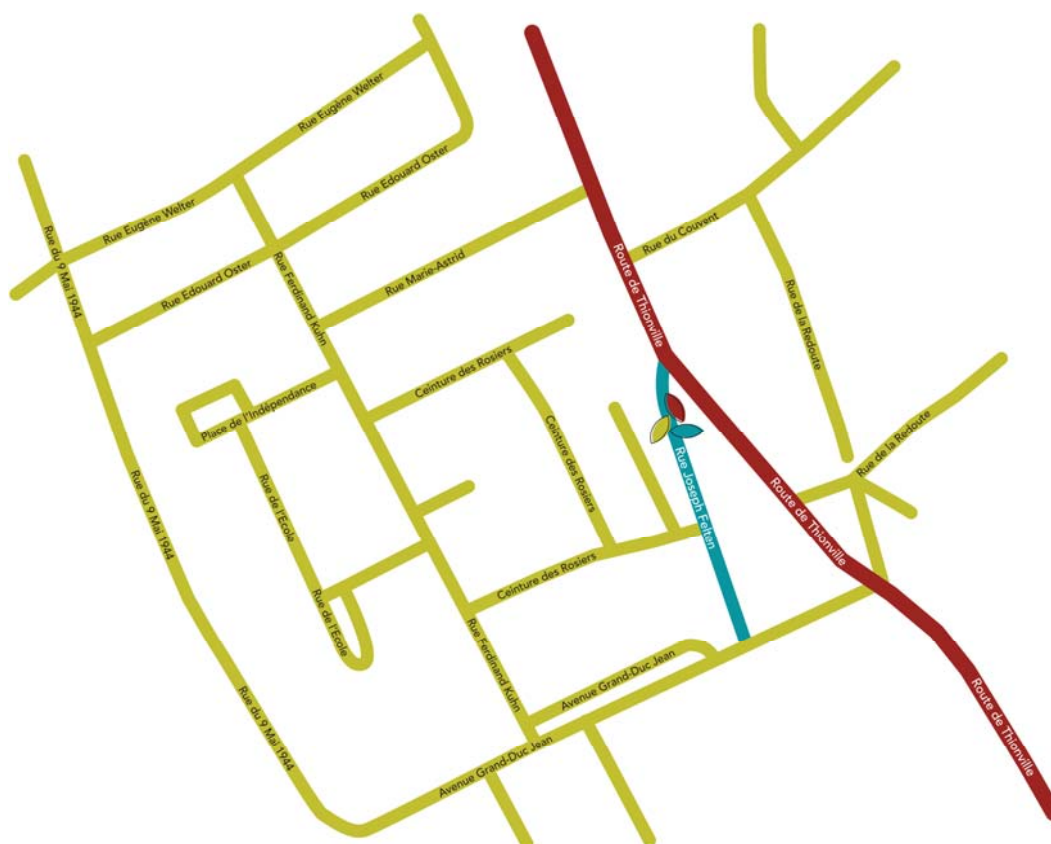
## 7. Faits marquants de l'année 2010

### Le déménagement et l'inauguration des nouveaux locaux de la COPAS

Jusqu'à la fin du mois de février 2010, la COPAS avait ses locaux en plein centre ville, rue Génistre.

Compte tenu de la fin de bail et dans le contexte d'un projet de fusion, les différentes ententes locataires du bâtiment ont cherché de nouveaux locaux plus faciles d'accès.

C'est finalement au 4, rue Jos Felten à Howald que les bureaux ont été transférés à compter du 1<sup>er</sup> mars 2010. Ce déménagement a généré une importante réorganisation logistique et administrative entre les différentes ententes.





L'inauguration officielle des nouveaux locaux des différentes ententes a eu lieu le 9 juin 2010 en présence des Ministres de la Santé et de la Sécurité Sociale et de la Famille et de l'intégration et du bourgmestre de Hespérange.



### **La réorganisation et le fonctionnement de la COPAS**

Entamée en 2009, la réflexion relative à un rapprochement ou une fusion des différentes ententes (EFJ, EGCA, EGIPA, COPAS) du secteur social s'est poursuivie en 2010.

Parallèlement et avec l'entrée de nouveaux membres au sein du Conseil d'Administration de la COPAS, une autre réflexion relative à la représentativité de chaque type de prestataire au sein de la COPAS a également été engagée.

Après plusieurs journées de réflexions et de nombreux débats, le Conseil d'administration a statué dans sa réunion du 22 octobre 2010 et a pris la décision de ne pas participer à la fusion des ententes du secteur social, jugeant celle-ci prématurée et inadéquate compte tenu des réflexions parallèles de réorganisation.

Lors de ses réunions du 22 et 29 octobre 2010, le Conseil d'administration de la COPAS a ébauché une réorganisation de la COPAS : fédération plutôt que confédération (adhésion directe des gestionnaires), réorganisation en départements sectoriels (nouveau : longs séjours, handicap, domicile, etc.) et axes transversaux (existant), confirmation de l'élargissement du périmètre d'action de la COPAS (toutes les thématiques intéressant les membres), nouvelles modalités statutaires (statuts, nombre de sièges, etc.).

En novembre 2010, le Conseil d'administration a pris la décision de préparer la finalisation des nouveaux principes de fonctionnement à transposer pour l'Assemblée générale de mars 2011.



## **8. Principales activités de la COPAS en 2010**

### **8.1 Les travaux et réflexions relatives aux politiques d'aides et soins et d'accompagnement des usagers**

#### **Les travaux de la Commission qualité des prestations de l'assurance dépendance et ses groupes de travail**

Pour rappel, Carine Federspiel et Aline Mahout sont membres effectives de cette commission. Christophe Lesuisse et Paul Wagener sont membres suppléants. Tous participent aux réunions de la Commission qui s'est réunie quatre fois au cours de l'année.

Les groupes de travail issus de la Commission qualité auxquels participent également la COPAS et certains salariés des membres, se sont réunis à 12 reprises au cours de l'année.

La Commission qualité et ses deux groupes de travail se sont principalement penchés cette année sur :

- la définition d'un module commun d'informations relatives à la documentation de l'utilisateur,
- la définition de thématiques en vue de l'établissement de recommandations en matière de déploiement de plan d'hygiène dans les différentes structures.

Concernant les travaux sur la documentation de l'utilisateur, le module commun contenant les informations nécessaires à l'accompagnement des usagers quel que soit le type de structure a été élaboré. En fin d'année 2010, il a été soumis pour avis à des juristes pour analyser les données pouvant faire l'objet de demandes d'autorisation et pour répondre aux recommandations de la Commission nationale de protection des données. En 2011, le groupe de travail « Documentation de l'utilisateur » développera différents modules spécifiques d'informations relatives aux usagers.

Après la diffusion de bonnes pratiques relatives à la gestion des épidémies de Mogripp fin 2009, le groupe de travail « Plan Hygiène » a élaboré diverses recommandations notamment sur l'hygiène et la gestion des tenues professionnelles. D'autres thématiques telles que l'entretien du linge et l'entretien des locaux ont été étudiées par le groupe de travail.

Ces différentes recommandations devraient être diffusées au cours du premier semestre 2011.

Enfin, l'enquête de satisfaction des usagers de l'assurance dépendance vivant en établissement de long séjour commanditée par la CEO et réalisée fin 2009 devrait être disponible pour diffusion au cours du premier semestre 2011.

#### **Les travaux relatifs à la mise en œuvre des soins palliatifs**

Différents éléments permettant de formaliser les relations et l'échange d'informations entre la CNS, les prestataires, les hôpitaux pour la mise en application de la loi sur les soins palliatifs ont été débattus et élaborés dans le courant de l'année 2010.

Malheureusement aucun de ces différents chantiers n'a pu être finalisé en 2010. Il faut espérer que tous les travaux en cours pourront aboutir début 2011 : en premier lieu la convention-cadre entre la CNS et la COPAS, en second lieu l'accord-cadre régissant les modalités de collaboration entre la CNS, l'EHL et la COPAS concernant notamment le suivi des usagers et la continuité des soins, le prêt de matériel et la délivrance de spécialités pharmaceutiques ; en troisième lieu les discussions relatives aux qualifications nécessaires pour la réalisation des actes auprès des usagers de soins palliatifs que ce soit du ressort de l'assurance maladie ou de l'assurance dépendance, en dernier lieu les tarifs définitifs opposables à cette activité.



## **L'échec de la médiation de la lettre-clé infirmier 2009-2010**

En début d'année 2010, la CNS a fait connaître son refus de la proposition du médiateur concernant la lettre-clé infirmier 2009-2010. Le Conseil supérieur des assurances sociales a donc été saisi pour prononcer une sentence arbitrale.

En juin, le Conseil supérieur des assurances sociales s'est finalement prononcé pour une augmentation de 1,3 % de la lettre-clé avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2009 alors que la COPAS avait revendiqué 2,58 % et que la proposition du médiateur était de 2,2 %.

Avant même que les protocoles d'accord relatifs à la sentence arbitrale et à son application n'aient été signés, la CNS a publié officiellement les résultats de la sentence ce qui n'a pas été sans conséquence sur les relations entre la COPAS et la CNS compte tenu que la COPAS souhaitait une mise en application spécifique de ces résultats.

## **La nomenclature des actes infirmiers et l'introduction d'une participation aux frais des usagers**

En juillet 2010, après deux années d'attente, la CNS a distribué lors d'une réunion relative à la lettre-clé, une nouvelle proposition de nomenclature des actes infirmiers contenant diverses nouvelles modalités qui n'avaient pas été abordées lors du cycle de négociation.

La COPAS, en vue de préparer une réunion fixée le 22 septembre 2010 à ce sujet, s'est réunie pour préparer un argumentaire et une réaction à ces nouvelles modalités.

La réunion a finalement été annulée au dernier moment sans qu'aucune autre date n'ait été déterminée jusqu'à la fin de l'année 2010.

En fin d'année 2010 et pour faire suite à l'adoption de la loi sur la réforme des soins de santé, une nouvelle disposition a été adoptée par les législateurs, à savoir l'introduction d'une participation des usagers de 12 % aux frais des actes infirmiers.

Sans remettre en cause l'introduction de cette participation mais tout en soulevant le risque pour les plus démunis et la praticabilité technico-logistique de ces mesures, la COPAS a réagi à l'annonce de la mise en place de cette nouvelle mesure dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011, avec pour conséquences que les prestataires allaient devoir supporter ces nouvelles mesures de facturation à effet quasi immédiat.

Les discussions étaient toujours en cours au 31 décembre 2010.

## **La commission des normes**

Instituée en 2009, la commission des normes s'est penchée sur de nombreux sujets au cours de l'année 2010. Des normes de coordination direction pour les CSS et pour les ESC ont été étudiées mais n'avaient pas abouti fin 2010. Le déficit structurel constaté pour les CSS, initialement étudié en commission des normes, a fait l'objet d'un groupe de travail spécifique interne à la COPAS en vue de préparer les négociations des valeurs monétaires.

La question des temps bruts et des temps nets des activités de soutien a également été débattue dans le courant de l'année de même que les qualifications nécessaires à la réalisation des actes essentiels de la vie et des actes de soutien pour les usagers soins palliatifs.

Les nombreux chantiers en cours devaient trouver des conclusions en 2011.

## **Le bilan du contrat d'agrément-type AMMD/COPAS**

Comme convenu en 2008 lors de la signature du contrat d'agrément-type avec l'AMMD, 2010 devait être l'année du bilan du fonctionnement de la collaboration entre les médecins et les prestataires d'aides et de soins, notamment les établissements à séjours continus.

La COPAS a donc réalisé une enquête auprès de ses différents prestataires et un bilan de la collaboration a été rédigé sur base du contenu de l'agrément-type signé avec l'AMMD mais aussi sur d'autres aspects de la collaboration entre le corps médical et les prestataires, tels que les soins palliatifs.

Pour des raisons d'actualités législatives et de débats entre l'AMMD et le Ministère de la Santé concernant la réforme des soins de santé, la rencontre entre les représentants de l'AMMD et de la COPAS n'a pas pu avoir lieu.

2011 sera donc l'année de la définition de nouvelles pistes de collaboration entre les médecins et les prestataires d'aides et de soins.

### **Le nouveau guide des actes de l'assurance dépendance**

En juillet 2010, la CEO a fait parvenir à la COPAS un guide actualisé des prestations de l'assurance dépendance fusionnant le guide relatif aux actes essentiels de la vie et aux actes de Soutien et de Conseil.

Une étude interne a été réalisée pour comparer les nouvelles modalités induites par le nouveau guide.

Une entrevue entre la CEO et la COPAS devrait avoir lieu début 2011 à ce sujet.

### **Le groupe de travail formulaire d'admission unique**

En juillet 2010, une demande a été adressée à la COPAS par un établissement hospitalier pour procéder à la mise en place et à la réalisation d'un formulaire d'admission unique utilisable par les établissements hospitaliers en vue d'obtenir une place dans les établissements à séjours continus.

La COPAS a donc mis en place un groupe de travail composé d'assistantes sociales du secteur qui a rédigé le contenu de ce formulaire d'admission unique.

D'autres rencontres devaient avoir lieu en fin d'année avec les assistantes sociales du secteur hospitalier afin de se coordonner.

### **Le groupe de travail « Migrants âgés »**

La COPAS a été sollicitée par le Ministère de la Famille et l'EGIPA pour participer à un groupe de réflexion dénommé « GT Migrants âgés ».

Huit réunions du groupe de réflexion ou de réunions préparatoires internes avec différents prestataires ont eu lieu pour, dans un premier temps, effectuer un état des lieux des besoins des populations migrantes âgées et pour développer des pistes d'actions pour l'avenir en direction de ces populations migrantes vieillissantes.

La COPAS a également été invitée dans ce cadre à un voyage d'études à Genève en début d'année 2010 par le Ministère de la Famille. Ce voyage a notamment été l'occasion de rencontrer divers acteurs associatifs ou publics suisses ayant développés des actions pour les migrants âgés qu'ils soient à domicile ou en institution.

### **Le groupe de travail « Portail Sénior »**

La COPAS a également participé à la première réunion du GT Portail Sénior, initiative du Ministère de la Famille et de l'EGIPA, pour déployer le contenu d'un futur site internet unique destiné à l'information des seniors sans limite d'âge et de leurs familles.

Les travaux relatifs au contenu du site devaient se poursuivre en 2011.

## **Les travaux relatifs à la préparation d'un plan canicule 2010**

Deux réunions ont eu lieu au printemps 2010 afin d'adapter le dispositif préventif canicule pour l'été 2010. Les listings de personnes à risques ont été mis à jour ainsi que les modalités organisationnelles et financières. Aucune convention de partenariat avec le Ministère de la Santé concernant le dispositif canicule n'a vu le jour en 2010.

Pour l'année 2011, le dispositif devra être totalement repensé, notamment en termes d'identification et de première évaluation des personnes à risque compte tenu de la réorganisation du Service National de Proximité de la Croix-Rouge qui devrait désormais disposer d'antennes communales.

## **La participation de la COPAS aux études et campagnes initiées par le Ministère de la Santé**

En début d'année 2010, la COPAS et ses prestataires étaient sollicités pour participer à une étude relative à la prévalence des MRSA dans les établissements accueillant des publics âgés ou handicapés. En fin d'année, aucun feed-back n'avait été reçu concernant le déroulement et les résultats de cette étude.

En fin d'année 2010, la COPAS et ses prestataires ont également été sollicités pour préparer et participer à la campagne nationale d'hygiène des mains lancée par le Ministère de la Santé dans le secteur des structures accueillant des personnes âgées. Celle-ci sera officiellement lancée en mai 2011 lors d'une opération médiatique. La fin de l'année 2010 a été principalement consacrée à la réalisation ou l'adaptation des outils de communication qui préexistaient au secteur des personnes âgées.

## **La Plateforme Handicap**

La COPAS a participé à la Plateforme Handicap. Tout au long de l'année, les discussions ont principalement porté sur l'avancement du projet de modélisation de forfaits ASP dans le cadre des conventions ASP du secteur avec le Ministère de la Famille.

## **Le groupe de travail « réforme de l'assurance maladie »**

La COPAS a été sollicitée en début d'année 2010 pour participer à différents groupes de travail chargés d'introduire la réflexion concernant la réforme du système des soins de santé et la concernant plus particulièrement (filiales de soins, développement du milieu ambulatoire, etc.).

## **Les réflexions sur la future réforme de l'assurance dépendance**

Afin de préparer les futures discussions relatives à une réforme de l'assurance dépendance, un bilan des douze dernières années d'assurance dépendance et des pistes d'actions pour l'avenir ont été élaborées.

Une réunion avec la CNS en début d'année 2010 n'a pas permis d'approfondir la question puisque la réforme de l'assurance dépendance a finalement été annoncée pour l'année 2012.

## **8.2 Les travaux, analyses et modélisations financières pour le secteur**

### **L'Etude PwC et la question des tâches domestiques**

Dans le cadre des discussions lancées en 2004/2005 autour de la prise en charge par l'assurance dépendance des tâches domestiques dans les ESC et pour faire suite à l'étude financière commanditée par le Gouvernement en 2007/2008, la COPAS a été largement sollicitée au courant de l'année 2010 pour assister aux travaux conduits par la société de consultance PwC consistant dans la réalisation d'une étude visant à apporter le maximum de transparence en matière de coûts (et de financement) des établissements (ESC).

En effet, à la suite d'un travail de recensement de toute une série de données auprès d'une dizaine de maisons de soins et de centres intégrés pour personnes âgées réalisé en 2008 (phase projet pilote), des conclusions provisoires avaient été tirées sur le sort de la prise en charge des tâches domestiques dans les ESC. Pour ce faire, un *Steuerungsausschuss*, ainsi que quatre groupes de travail ont été mis en place, pour définir l'envergure de l'étude à réaliser, les instruments comptables à mettre en place et les décisions définitives à prendre en matière de prise en charge des tâches domestiques.

A l'origine de cette étude se trouvait la suspicion d'un double financement des tâches domestiques (par l'assurance dépendance et par le prix de pension). L'étude (phase projet pilote) avait cependant d'ores et déjà démontré qu'il n'y a pas de double financement. Elle permettra éventuellement de démontrer qu'il y a – du moins en partie – des financements croisés (ce que la COPAS n'a d'ailleurs jamais mis en doute). La question des tâches domestiques, à l'origine de l'étude *PwC*, a été finalement reléguée en deuxième ligne.

En 2010, les institutions ont été largement sollicitées pour mettre en œuvre les éléments décidés par le *Steuerungsausschuss*. Un élément d'un travail d'envergure représente la *Leistungserhebung* (recensement de l'activité) qui s'est fait dans chaque institution deux fois sur deux jours entiers au courant de l'année 2010, ce qui a nécessité au préalable une vague de formation de multiplicateurs et de salariés impressionnante. Ces recensements sont censés être répétés à l'avenir trois fois par an.

De plus, trois institutions ont participé à un pré-test pour vérifier la cohérence de la *Kostenträgerrechnung* (KTR), à la base la pièce maîtresse de la démarche initiée par les autorités publiques en cause.

Finalement, il est intéressant de noter qu'au courant de l'année 2010, la question du droit d'utilisation des données issues des recensements précités a largement été débattue pour en arriver à la conclusion encore régulièrement contestée que seules les institutions propriétaires de leurs propres données ont un droit de disposition sur celles-ci. En conséquence, toute suite en la matière doit se faire avec l'accord de celles-ci. En ce sens, au courant de l'année 2010, la COPAS a initié des négociations avec les parties publiques intéressées pour vérifier les données pouvant leur être accessibles.

### **Le recensement en vue de l'établissement des valeurs monétaires**

Chaque année, la COPAS procède entre avril et septembre au recensement de l'activité des différents prestataires afin de préparer les données qui permettront d'alimenter les débats lors du futur cycle de négociation des valeurs monétaires.

Ce recensement est composé de diverses feuilles qui sont à remplir par chaque gestionnaire et qui concerne le personnel, les données comptables, les heures d'aides et de soins prestées, la formation continue, le nombre de lits/chaises, les heures d'ouvertures, le matériel de soins et les aides techniques, etc.

### **Les négociations et la détermination des valeurs monétaires 2011**

En 2010, les négociations des valeurs monétaires (VM) ont débuté en octobre.

Les valeurs monétaires (indice 100) en vigueur à partir du 1er janvier 2011 ont été fixées à :

- 6,93601 €/heure (soit 49,93 €/heure à l'indice 719,85) pour les établissements à séjour intermittent
- 7,16276 €/heure (soit 51,56 €/heure à l'indice 719,85) pour les centres semi-stationnaires
- 8,50233 €/heure (soit 61,20 €/heure à l'indice 719,85) pour les réseaux d'aides et de soins

- 6,18861 €/heure (soit 44,55 €/heure à l'indice 719,85) pour les établissements à séjour continu

Les nouveautés négociées pour 2011 sont les suivantes :

Pour les quatre valeurs monétaires, un gel des frais overhead pour l'année 2011 et ce pour une durée de un an a été retenu. De même, une prise en compte de l'impact des congés reportés en raison de congés maladie de longue durée ou de congé maternité et une prise en compte des spécificités liées aux négociations CCT SAS (congé supplémentaire, prime unique) ont été retenus.

Pour les valeurs monétaires RAS et ESC, la norme formation continue a été réduite à 15 heures par an pour les aide-ménagères en charge des tâches domestiques et maintenue à 40 heures par an pour les professionnels travaillant au lit du patient, soit une moyenne de 37 heures de formation continue par an contre 40 heures par an en 2010.

Pour la valeur monétaire des ESC, les temps consacrés par les prestataires à la réalisation du recensement de l'activité dans le cadre de l'étude PwC ont été valorisés. D'autre part, 4,13 % des heures susceptibles d'être prestées au lit du patient seront désormais dévolues à des tâches de coordination/direction des unités de vie.

Pour la valeur monétaire des CSS, une valorisation a été prise en compte afin de répondre en partie au déficit structurel de ces prestataires.

Pour la valeur monétaire des RAS, une valorisation a été prise en compte afin de compenser les heures susceptibles d'être prestées au lit du patient (capacité de travail théorique) et les heures réellement prestées et facturées.

### **Le modèle de financement ASP pour le secteur Handicap**

Tout au long de l'année 2010, la COPAS a développé, en partenariat avec la Plateforme Handicap, une méthodologie permettant la modélisation de forfaits ASP orienté à l'usager selon des profils ou besoins d'accompagnement de personnes en situation de handicap.

Ce travail, qui a demandé beaucoup de temps et d'investissements de la part de la COPAS et des équipes des prestataires (21 réunions du groupe de travail, 5 réunions avec les gestionnaires, feed-back à la Plateforme Handicap, trois réunions avec le ministère), a pu être finalisé pour la fin de l'année 2010.

Huit profils d'usagers correspondant à huit semaines types de besoins d'accompagnement ont été développés, puis valorisés en montant financier pour obtenir, après immunisation des temps et de l'accompagnement financés par l'assurance dépendance, des forfaits ASP journaliers.

Le projet de refonte des forfaits ASP qui avait été engagé par le Ministère de la Famille dans un objectif de transparence du dispositif de financement dès 2006 avec l'étude CREDAS, n'avait pas pu se concrétiser à la fin de l'année 2009 compte tenu du retrait de CREDAS et de Deloitte de l'étude. La COPAS avait alors proposé de développer un modèle davantage axé sur l'usager plutôt qu'à la structure afin de tenter de mettre en place des forfaits ASP apportant plus de transparence pour le financeur.

A la fin de l'année 2010, les gestionnaires du secteur handicap étaient prêts à présenter la totalité du modèle et les résultats des forfaits au Ministère de la Famille pour une réunion de présentation prévue en janvier 2011.

### **Le déficit structurel chronique des centres semi-stationnaires**

Après constatation d'un déficit structurel chronique des centres semi-stationnaires, la COPAS a mis en place un groupe de travail interne chargé de rechercher les causes de ce déficit.

Pour ce faire, une étude auprès de deux CSS a été lancée en vue d'obtenir des explications probantes à ce déficit et de mettre en place, via les négociations de la valeur monétaire, des mesures correctives.

Les conclusions de ces travaux n'ont été acceptées et valorisées que de manière très minimaliste par la CNS lors des négociations de valeurs monétaires 2011.

### **L'analyse financière individuelle des membres**

Comme chaque année, la COPAS rédige un bilan et une analyse financière de chacun de ses membres sur base des données recensées. Ce bilan peut donner lieu à diverses rencontres entre la COPAS et le prestataire en vue d'un accompagnement plus individualisé.

## **8.3 Les travaux relatifs aux conventions collectives de travail**

### **Les négociations CCT SAS**

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective de travail SAS (CCT SAS) ont finalement abouti au cours de l'année 2010, la CCT SAS étant dénoncée depuis la fin de l'année 2006, donc depuis plus de quatre ans.

En l'occurrence, deux accords ont été signés, le premier portant fusion des CCT SAS ouvriers et CCT SAS employés pour conclure une CCT SAS unique pour les salariés du secteur d'aides et de soins et du secteur social, le deuxième portant sur des aspects financiers et couvrant la période de 2007 à 2010. Ce deuxième accord prévoit l'allocation de trois primes uniques, ainsi que l'augmentation du nombre des jours de congé de récréation et l'adaptation du congé de circonstance.

Une grande réunion d'information en partenariat entre les différentes ententes a été organisée en fin d'année 2010 pour l'ensemble du secteur.

### **La participation à la Commission UFOCOR**

Comme chaque année, la COPAS a participé aux réunions de la Commission UFOCOR chargée de l'approbation des formations continues réalisées par les salariés du secteur SAS et offertes par les organismes de formation. Pour rappel, cette commission vise la valorisation de la formation continue des salariés administratifs et des salariés socio-éducatifs.

## **8.4 Les réflexions relatives aux formations pour le secteur**

La COPAS a participé notamment :

- à la Commission nationale des professions de santé (CNPPS),
- à la Commission aux fonctions d'aide-socio familiale,
- aux jurys d'examen des auxiliaires de vie,
- en tant qu'évaluateur à la commission de validation des acquis de l'expérience mise en place par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle pour les professions d'éducateur diplômé, d'aide-soignant et d'auxiliaire de vie.

La COPAS a également préparé un nouveau contenu pour son site internet relatif à l'ensemble des formations et qualifications pouvant conduire à travailler dans le secteur des aides et soins auprès de personnes âgées, de personnes en situation de handicap ou souffrant de troubles psychiatriques. Ce contenu devrait être publié sur le site en 2011.

## **8.5 La communication**

### **La publication de trois COPASNews au cours de l'année 2010**

Pendant l'année 2010, la COPAS a publié trois COPASNews. Les thèmes traités ont été variés mais répondent toujours au souhait de défendre activement les intérêts des membres de la COPAS, d'offrir une vitrine aux actions de nos membres, de faire valoir le point de vue de notre secteur.

### **L'alimentation du site internet**

Cette année encore, le site internet de la COPAS a été alimenté par les diverses actualités concernant le secteur. De nombreuses conférences et autres séminaires ont été annoncés, de même que les résultats de diverses négociations ou encore différents avis juridiques ou notes préparées par la COPAS à destination de ses membres et des partenaires publics.

## **8.6 Divers**

### **La participation de la COPAS à différentes autres activités au cours de l'année 2010**

- aux travaux du Conseil supérieur des personnes âgées,
- en tant qu'évaluateur du prix luxembourgeois de la qualité 2010,
- en tant qu'intervenant au Peer Review « Achieving quality long-term care in residential facilities » organisé par le European Centre for Social Welfare Policy and Research et au Séminaire EFE à Paris sur « la création d'un 5<sup>ème</sup> risque d'assurance dépendance »,
- en participant aux travaux du projet e-santé et en souscrivant une adhésion à la nouvelle association Health Level 7 Luxembourg,
- aux travaux préparatoires de l'expo Omega 2011 sur les soins palliatifs.

### **L'accueil d'un stagiaire du Neie Lycée**

Comme l'année passée, la COPAS a accueilli un stagiaire du Neie Lycée, Guilhem Davezac en classe de 4<sup>ème</sup>, pour quatre journées de prise de contact avec le monde du travail et plus particulièrement avec l'activité d'analyse financière et comptable de la COPAS.



## Quelques photos supplémentaires pour illustrer notre année 2010

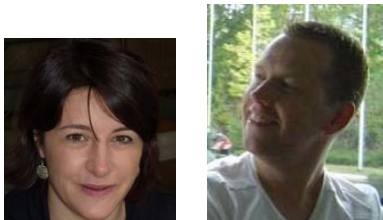


L'Assemblée Générale 2010



La signature des accords CCTSAS





Quelques permanents de la COPAS



L'inauguration officielle des locaux